



---

Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)  
Badalabougou SEMA Rue 148, Porte : F/118 Bamako - République du Mali  
Tél : +223 44 90 46 11 / 76 41 20 21

---

## DECLARATION N°019/2022 - CS/M5-RFP SUR LA DEMANDE DE DEMISSION DU PREMIER MINISTRE PAR CERTAINS PARTIS POLITIQUES

Le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) constate avec regret et stupéfaction, que depuis quelques temps, certains partis politiques, comme gagnés par une hystérie collective, demandent à tour de rôle, la démission du Premier ministre Chef du Gouvernement de Transition, Dr Choguel Kokalla MAIGA, et ce, en totale déphasage avec l'opinion nationale et les urgences dictées par les circonstances difficiles que traversent notre Nation.

Conscients de leur isolement au sein de l'opinion publique nationale qui les a littéralement rejetés, lesdits partis, en l'occurrence ceux regroupés au sein du Cadre dit des partis politiques pour une transition réussie « ? », Yelega et l'Adema-Pasj, organisés en véritable horde chassant en meute, ont profité de la visite du Médiateur de la CEDEAO à Bamako, le jeudi 21 juillet 2022, pour calomnier le Premier ministre devant l'illustre hôte, avant de se répandre en déclarations mensongères et à l'emporte-pièce dans la presse pour ressasser leur sempiternelle demande de "démission immédiate" du Chef du Gouvernement de Transition.

Comme à son habitude, l'Adema-Pasj, chef d'orchestre occulte, championne de la manipulation et de l'intoxication devant l'éternel, est allé jusqu'à prêter au Premier ministre des propos diffamatoires et mensongers tels : "empêcher le retour des Forces du mal".

Que reprochent ces partis politiques au Premier ministre, Président du Comité Stratégique du M5-RFP ?

Le Premier ministre, lors de plusieurs audiences qu'il a accordées à certains partis politiques et organisations de la Société civile, à leur demande suite à la levée des sanctions CEDEAO/UEMOA contre notre Nation, a invité les Forces politiques et sociales acquises au Changement à se donner la main, comme elles l'ont fait le 14 janvier 2022 à la suite de l'embargo, pour rendre irréversible le processus de Refondation, en maintenant la dynamique du renouveau massivement soutenue et en gagnant démocratiquement les futures élections. Ces propos, tenus à quelques nuances près lors des différentes audiences, sont délibérément sortis de leur contexte et manipulés à des fins manifestement malveillantes et d'infox.

Faut-il rappeler que ce sont les mêmes partis politiques qui se sont réunis à la Pyramide du souvenir en juin 2021, alors que le M5-RFP venait de proposer au Président de la Transition, Dr Choguel Kokalla MAIGA au poste de Premier ministre, pour se fendre d'une déclaration dans laquelle ils prétendaient vouloir "d'un Premier ministre neutre", alors que jusqu'au 18 Août 2020, ils étaient les soutiens inconditionnels du régime défunt, même après les tueries des 10, 11 et 12 juillet 2020.

Ce sont les mêmes partis politiques qui, tout au long de l'année jusqu'à nos jours, n'ont cessé de calomnier et dénigrer le Premier ministre, en actionnant des leviers jusqu'auprès de puissances étrangères. Ce sont les mêmes partis qui ont vainement tenté de saboter la Table Ronde des Forces vives et les Assises Nationales de la Refondation (ANR). Ce sont les mêmes partis qui se sont abstenus de s'associer à la Grande mobilisation patriotique du 14 janvier 2022 organisée sur toute l'étendue du territoire national et dans la Diaspora, à l'initiative du Président de la Transition, Chef de l'Etat, SE Le Colonel Assimi GOÏTA, lors du Conseil des Ministres du 10 janvier 2022, à la suite de l'embargo illégal, illégitime et inhumain de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali, et dont la grande réussite leur est restée comme une arête à travers la gorge. Ces sont les mêmes acteurs politiques qui, même après la levée de l'embargo, ont déclaré que le Gouvernement en est responsable, en occultant que l'ensemble du Peuple malien, de l'intérieur et de l'extérieur a décidé de prendre son destin en main, quel qu'en soit les obstacles de tous ordres.

En effet, pourquoi s'en prendre au Premier ministre pour ses propos tenus face aux Forces acquises au Changement ?